

La Chine ne peut vraiment pas se déclarer « économie de marché »

Ainsi l'Union Européenne a aligné sa position de guerre économique sur les grandes économies et, derrière les États-Unis et le Japon, n'a pas suivi le diktat de l'Organisation Mondiale du Commerce en accordant à la République Populaire de Chine le statut « d'économie de marché ». Cet acte de résistance, après l'entrée du renminbi dans le panier des droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International le 2 octobre, permet de mettre en perspective 15 ans de présence chinoise dans l'OMC. 15 ans de complaisance commerciale aussi qui ont déstabilisé la planète financière.

La Chine dans l'OMC : croissance, mais aussi bulle financière et capacités excessives qui ont installé la désinflation mondiale

C'est en effet en novembre 2001 qu'une conférence de ministres réunie à Doha a validé la négociation menée par Bill Clinton avant la fin de son mandat et a inclus la Chine dans l'organisation d'un commerce mondial suivant des règles qui se veulent équitables et créatrices de croissance.

Équitable, les évolutions jusqu'à la crise financière de la fin des années 2000 ont suffisamment montré qu'elles étaient très loin de l'être. Entrée dans le jeu avec un taux de change de combat amplifiant les avantages concurrentiels d'une main d'œuvre sous-payée, l'économie chinoise a suivi une stratégie de prises de parts de marché et, surtout, de transfert de production des industries américaines, européennes et japonaises. La première des grandes conséquences a été la croissance chinoise, entraînant les pays émergents et, en particulier, les producteurs de ressources naturelles. La seconde – largement permise par la fin des réglementations bancaires des années 1930 prises aussi à l'initiative de l'administration Clinton – a été une fuite en avant financière. Elle a abouti à la crise des dettes et des banques des années 2007

et suivantes. Elle laisse aussi un excédent de capacités de production qui a installé l'économie mondiale dans un long cycle de désinflation.

Au prix de cette bulle, il y a bien eu croissance et même croissance mondiale. Un rythme de plus de 4 % a été assuré jusqu'au tournant de 2009, année de récession à l'échelle du globe. La Chine a tiré la dynamique, au prix d'un dérèglement des équilibres avec les pays développés. Elle s'est maintenue au-dessus de 9 % d'expansion par an jusqu'au début de la rentrée progressive dans un fonctionnement plus normé en 2011.

Une formation des prix sous de fortes contraintes : les mesures anti-dumping doivent être maintenues

Peut-on tirer comme conclusion de l'atterrissage de cette croissance chinoise de 7 %, puis à 6,5 % cette année et sans doute entre 4,5 % et 5 % d'ici les années 2020, que le pays est devenu un acteur ordinaire du commerce mondial ? Que, précisément, il mérite le qualificatif « d'économie de marché » ? 80 pays, parmi lesquels le voisin russe, les partenaires de l'Océanie ou l'homologue brésilien, l'ont estimé.

La question peut sembler sémantique. En réalité, c'est bien le bilan de 15 ans de présence dans l'économie mondialisée qui doit être tiré.

Chacun comprend bien qu'un pays totalitaire comme l'est la Chine communiste ne peut avoir une économie interne qui relève vraiment des forces du marché. On cite souvent en comparaison la réussite de l'Allemagne nazie de la deuxième partie des années 1930. Le parallèle a heureusement ses limites rapides, mais, en tout état de cause, l'économie est dirigée et est sous la coupe des entreprises publiques et parapubliques, élargies de plus à des conglomérats « privés » dans les mains de proches du Parti.

Si on en reste à la définition de l'Organisation Mondiale du Commerce, le délai de 15 années de présence permet l'acclimatation et, à son terme, la fin des mesures protectionnistes prises à l'encontre du pays entrant. L'automatisme sous-entendu dans les textes n'est donc pas reconnu aujourd'hui dans les trois principales zones de consommation potentielle de la Chine. Cela signifie que les procédures et les pénalités anti-dumping perdurent, sous la forme qui a été la leur jusqu'ici, nettement plus indulgentes en Europe qu'aux États-Unis.

La question du dumping relève de la comparaison entre les prix pratiqués à l'export et dans le pays. La formation des prix en République Populaire de Chine n'est évidemment pas naturelle, pas plus que ne peuvent l'être les conditions de prix de revient, impôt, salaires, services publics, etc... Et, pour prendre l'exemple le plus frappant, il est difficile de comparer les prix pratiqués et leur formation quand le pays produit la moitié dans le monde d'un matériau aussi important que l'acier.

Un modèle qui reste sous la perfusion exponentielle des crédits publics

Le jeu ne s'ouvre pas avec ce délai de 15 ans d'OMC pas plus que l'entrée de la monnaie dans le panier des monnaies du FMI n'aura d'impact rapide. Au contraire, les cartes sont rebattues par l'élection présidentielle américaine et, d'une certaine façon aussi, par la prise en compte de l'Union Européenne de l'impossibilité de poursuivre la règle chinoise qui a certes donné un large avantage à l'Allemagne vis-à-vis des autres pays de l'Union, mais a plongé finalement la zone euro prise globalement dans la croissance faible et le chômage excessif.

Cette donne nouvelle va s'opérer sous contraintes. L'une de ces grandes contraintes provient d'une caractéristique qui met en évidence le caractère spécifique et étranger à « l'économie de marché » de la Chine. Face au tournant de la dynamique de ses exportations, le Parti a annoncé depuis maintenant plus de cinq ans un modèle nouveau, davantage basé sur les services et la consommation interne. Il a pris pour cela les mesures les plus énergiques pour soutenir l'activité : cette année, les crédits nouveaux accordés par les banques chinoises pèsent 44 % du PIB. Ainsi, le stock de dette en Chine représente 2,8 années de produit intérieur brut. Ce soutien à la

consommation et à l'investissement est de fait totalement public ou parapublic. Cela peut tenir mais manifestement pas sur une évolution de mises aux normes des grands pays capitalistes.

